

Attribution de temps

Le ministre ne nous a pas dit, par exemple, que la semaine passée les représentants de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ne se sont pas gênés pour dire qu'il n'y avait aucun redressement possible dans le domaine de l'habitation avant six mois, et que dans six mois on pourra peut-être démarrer lentement. Le ministre sait parfaitement bien qu'à peu près rien ne va bouger compte tenu des effets ou des mesures insuffisantes du budget que le ministre des Finances a présenté l'automne dernier. Le ministre ne nous dit pas ces choses-là. Il ne fait simplement que nous demander de passer rapidement une petite pilule qui ne guérira pas la maladie dont on souffre actuellement dans le domaine du logement. Le ministre se garde bien de nous dire les projections et la période difficile que nous allons traverser s'il n'est pas capable d'obtenir du ministre des Finances ou du cabinet des crédits supplémentaires.

J'écoutais le député de Louis-Hébert (M. Dawson), un député de ma province, qui se disait fier du gouvernement dans le domaine de l'habitation et de la construction. Peut-on être fier, monsieur le président, d'être responsable d'une équipe qui a créé la mort dans l'industrie de la construction? J'aurais honte de faire partie d'une équipe responsable d'avoir enlevé des crédits de notre politique de crédits d'impôt qui aurait tellement aidé les propriétaires aujourd'hui. J'aurais honte de faire partie d'une équipe qui répond à 10 p. 100 d'une demande vitale actuellement pour ceux qui ont le droit dans ce pays à avoir leur propre maison et particulièrement à ces 10 p. 100 de ceux qui auront de la difficulté à éviter la perte de leur maison. Ces gens-là se disent fiers de l'effort que fait actuellement le ministre responsable de l'habitation. Je ne dis pas, et je le répète, que le ministre n'a pas tenté d'obtenir du cabinet des ministres ou du ministre des Finances un budget plus représentatif et plus responsable. Je ne dis pas qu'il n'a pas fait des efforts, mais il a failli s'il a fait une demande au ministre responsable pour des crédits additionnels. Les députés de ce gouvernement ont failli et actuellement ils trahissent définitivement la demande qui vient de la collectivité canadienne. Et on applaudit de l'autre côté! Et on tente de nous bâillonner, de ce côté-ci, parce que nous essayons, et c'est le moyen de pression que nous avons, en tant que membres de l'opposition, de forcer le gouvernement à agir et de le ramener à la raison. Mais non on continuera de sourire, et les deux ministres qui ont recommandé ce minimum de 50,000 logements, ces huit députés qui ont eu au moins ce courage de rendre la lettre publique mais qui ont déçu beaucoup de Québécois vendredi dernier en s'assoyant comme d'habitude et en suivant les directives du premier ministre (M. Trudeau)—c'est scandalisant, monsieur le président, quand on regarde tout cela!

Ces gens-là, aujourd'hui, tentent de nous empêcher de parler et de continuer à agir et se privent de profiter de l'occasion pour ramener le ministre à la raison et de forcer le gouvernement à répondre de façon plus respectueuse aux demandes que nous connaissons. Bien sûr, certains diront qu'ils nous plaignent de ce côté-ci parce que nous faisons les recommandations et les représentations qui s'imposent dans ce Parlement, mais ce n'est pas possible, monsieur le président, d'accepter. J'espère que ce n'est pas de l'ignorance de leur part. Serait-ce

de l'hypocrisie vicieuse, monsieur le président, que de refuser de répondre à un besoin aussi vital? Ces gens-là nous accusent aujourd'hui de tenter de priver d'une aide substantielle quelques propriétaires quand ils nous ont refusé une politique qui était pourtant très bien reçue et qui allait apporter un correctif à tous ces propriétaires qui de toute façon faisaient face à des remboursements d'hypothèques très difficiles. Ce sont ces gens-là qui, il y a deux ans, pendant deux semaines ont combattu un projet de loi, qui aurait été un remède à la situation et qui aurait permis de relancer le domaine de la construction et d'éviter la perte de milliers d'emplois. Ces gens-là sont responsables de la situation actuelle, et ils tentent de nous bâillonner, de nous priver de notre droit de parole, parce que nous voulons saisir le ministre responsable de façon à ce qu'il se sente obligé d'agir et que ce gouvernement comprenne une fois pour toutes les besoins vitaux d'une société, ce qui permettrait de relancer la construction et à des milliers d'individus de posséder leur propre maison. Voilà le genre de gouvernement que nous avons, voilà pourquoi nous insistons et pourquoi nous nous opposons à ce projet de loi, parce qu'il ne correspond pas suffisamment aux besoins de notre pays. Bien sûr qu'on ne pourra pas refuser d'appuyer un projet de 15,000 unités, mais ce que nous voulons faire sentir à ce gouvernement, c'est que cela est insuffisant, que cela ne répond pas aux besoins actuels des Canadiens. Ils le savent mais ils n'ont pas le courage de se lever et d'assumer honnêtement leurs responsabilités. Je regrette, monsieur le président, mais nous ne lâcherons pas aussi longtemps que la démocratie de ce Parlement sera possible, mais aujourd'hui, il s'agit d'un geste de dictature, d'un geste indécent, et j'aurais honte de faire partie d'un gouvernement qui agirait de la sorte.

• (1610)

[Traduction]

M. Roger Simmons (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur l'Orateur, j'aimerais dire quelques mots du programme canadien de renouvellement des hypothèques en liaison avec la situation à Terre-Neuve et en regard des manœuvres de l'opposition visant à retarder l'adoption du bill. En fait, j'ai lu une partie du courrier que mes électeurs m'ont adressé et j'ai parlé avec plusieurs de mes collègues. Il est de plus en plus clair que les manœuvres de l'opposition destinées à ralentir le déroulement des travaux de la Chambre placent certaines personnes dans une situation dramatique.

M. Blaikie: C'est dans un mois que l'on remet les oscars, Roger.

M. Cosgrove: Il n'y a vraiment pas de quoi rire.

M. Simmons: L'opposition se réjouit probablement de ses manœuvres d'obstruction, mais je tiens à dire qu'il y a certaines personnes dans ma circonscription que cela n'amuse pas du tout, parce que cela leur cause des problèmes économiques sérieux.